DIAL 3485

MEXIQUE - La communauté autonome urbaine : Un monde nouveau au cœur de l'ancien. Première partie

Raúl Zibechi

mercredi 27 février 2019, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Les classes populaires des grandes villes latino-américaines sont à l'origine d'expériences novatrices d'autogestion communautaire auxquelles DIAL a déjà consacré quelques textes [1]. Ce long texte de Raúl Zibechi, que nous publierons en deux livraisons, présente et analyse l'autonomie durable et approfondie construite par la communauté d'Acapatzingo installée au sud de la ville de México.

L'autonomie est la façon de faire utilisée par les communautés en résistance ; la communauté est la forme politique qu'adoptent les gens d'en bas dans le but pour changer le monde. Pour illustrer cette hypothèse, j'essaie de reconstruire une petite partie du vaste mouvement populaire urbain de México après 1968, étant entendu que l'autonomie est un processus inachevé et inachevable, jamais un point d'arrivée, plutôt une série de passages et de devenirs, de parcours que l'on ne peut reconnaître à des déclarations ou des programmes mais aux traces laissées par les actes quotidiens.

À mes yeux, la Communauté d'habitations Acapatzingo constitue l'une des plus formidables expériences d'autonomie urbaine d'Amérique latine, tant par la profondeur de sa construction communautaire que par la durée de cette dernière, sa vocation à transformer l'ensemble de la société, et sa résistance obstinée au pouvoir des autorités fédérale et municipale. J'aimerais souligner certains aspects qui peuvent aider à appréhender cette expérience singulière, à comprendre son origine, le chemin parcouru, les solutions de facilité évitées et les options retenues. En résumé, le terrible effort que suppose tout processus d'autonomie impliquant, inévitablement, la volonté de ne pas se soumettre aux institutions.

En deuxième lieu, j'aimerais faire une reconstitution sommaire de ce qu'ils sont et font dans la communauté, de la vie quotidienne des familles qui la composent, de leurs liens entre elles et avec l'extérieur, et de leurs modes d'organisation. Tout collectif humain a un style, des façons de procéder qui le différencient des autres. La communauté d'Acapatzingo a des points communs avec d'autres mouvements d'Amérique latine, on y retrouve plutôt, les traits de divers mouvements que l'on connaît dans les villes comme dans les campagnes. Mais certaines de ses façons de faire sont originales et en constituent les traits les plus distinctifs.

En troisième lieu, je me propose de réfléchir à certaines caractéristiques générales des autonomies d'en bas, en me fondant sur l'expérience du Front populaire Francisco Villa indépendant (FPFVI), auquel la communauté Acapatzingo est liée. Le but est de mieux connaître les processus de construction des autonomies à un moment où les États et les capitalistes démontrent une capacité sans cesse renouvelée d'affaiblir les formes d'autonomies existantes, en conjuguant répression et politiques sociales.

I.- Du vieux caciquisme au nouveau

Depuis la révolte estudiantine de 1968, les secteurs populaires sont parvenus à ouvrir des espaces dans la trame de domination construite par le parti-État mexicain. L'accélération de la croissance démographique et urbaine dans la capitale a contraint les secteurs populaires à occuper des terres à la périphérie des grandes villes. En 1952, la ville de México (zone métropolitaine) comptait 2,3 millions d'habitants dont 14% vivaient dans des établissements constitués d'habitations qu'ils ont eux-même construites ; en 1970 la population de la ville avait grimpé à 7,3 millions, dont 47% habitaient dans des établissements ; en 1990, la population s'élevait à 15,7 millions, dont 60% (9,5 millions) dans des établissements [2].

C'est probablement la ville d'Amérique latine où le rythme de croissance a été le plus vertigineux, ce qui a eu pour conséquence non seulement un débordement des cadres urbains antérieurs mais aussi l'invasion illégale, par ses habitants, de multiples espaces où ils ont commencé à bâtir une autre ville. Les communes de la zone métropolitaine ont enregistré une croissance plus forte que dans le centre (district fédéral) et qui a dépassé en moyenne 10% par an dans les années 1950 [3].

Une première caractéristique du processus d'urbanisation à México a été la survenue, très tôt, d'invasions relativement nombreuses, comme celle que l'on a connue dans la colonie Ajusco en 1948 lorsque des migrants habitant la commune ont décidé en assemblée d'occuper des terrains, qui leur ont été attribués par voie légale, après une succession d'invasions, de conflits et de disputes, deux décennies plus tard [4]. Les premières impulsions du mouvement urbain ont été données par des locataires, des colons, des personnes ayant demandé un crédit pour leur logement et, après 1985, par les victimes du tremblement de terre [5].

Une seconde caractéristique est l'énormité numérique des invasions, qui impliquent souvent des milliers de familles, non seulement dans la capitale mais aussi dans beaucoup d'autres villes du pays. Dans certains cas, comme à Monterrey dans les années 1970, il s'est créé jusqu'à 24 établissements regroupés au sein du Front populaire terre et liberté, qui rassemblait environ 100 000 occupants illégaux [6]. Apparemment, l'importance numérique des invasions faisait écho, entre autres choses, à la conjugaison de fortes migrations de la campagne à la ville avec une saturation des quartiers du centre et un déficit croissant de logements.

Selon Castells, deux faits ont contribué à l'essor des mouvements urbains : le réformisme du gouvernement Luis Echeverría (1970-1976), qui, « jusqu'à un certain point, en est venu à reconnaître le droit de se mobiliser en dehors des voies établies », et surtout le radicalisme politique des étudiants après 1968, que « a fourni la base sur laquelle s'est construite une nouvelle forme d'organisation politique autonome » [7].

La première affirmation est discutable, nuancée par l'auteur lui-même, et la seconde demande à être développée. En effet, dans sa relative permissivité, le gouvernement se fondait dans une large mesure sur l'expérience antérieure de ses rapports avec la société, où les dirigeants locaux (caciques) étaient à même de contrôler l'organisation communautaire grâce au soutien et à la reconnaissance des autorités. « Par conséquent, en soi, l'invasion illégale de terrains ne remettait pas en question l'ordre social » [8]. Le caciquisme constituait un rouage du parti-État, qu'il légitimait y compris à travers la mobilisation-invasion. C'est là l'une des caractéristiques centrales du régime, qui trouvait sa justification dans les racines populaires et révolutionnaires du Parti révolutionnaire institutionnalisé (PRI), et qui agissait tout à son aise pour impulser, tout en la canalisant, la mobilisation populaire. C'est en réaction à ce comportement des élites qu'est née la nouvelle gauche révolutionnaire.

Cette culture politique a commencé à se fissurer en 1968. Castells explique que beaucoup d'étudiants et de diplômés qui soutenaient le campement du 2 Octobre à Ixtacalco, occupé par 4 000 familles, ne se sont pas contentés de fournir un soutien extérieur mais que plusieurs sont allés vivre avec les occupants et ont affronté ensemble l'attaque de la police en janvier 1976, qui a provoqué un incendie dans une grande partie des logements et des blessures chez de nombreuses personnes présentes. Cette convergence entre militants universitaires et secteurs populaires urbains contribue à expliquer l'autonomie que les familles

ont su conserver face au gouvernement [9].

Mais cette attitude ne tient pas seulement à l'apport du mouvement étudiant. Dès la fin des années 1960, dans les colonies et les quartiers centraux, « d'anciens militants du mouvement étudiant de 1968, des promoteurs de communautés ecclésiales de base (CEB) et des militants de la gauche non partisane » [10] jouent un rôle de dynamisation et de politisation. Ces courants ont facilité l'organisation et la mobilisation des secteurs populaires urbains, mais ils ont également su œuvrer à promouvoir des leaders et des militants locaux grâce à des mécanismes de formation et d'études, comme ce fut le cas chez la plupart des mouvements latino-américains [11]. On constate qu'il s'agit parfois des mêmes courants politico-culturels auxquels on doit la naissance de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), où convergent notamment des militants de gauche et des chrétiens engagés à la base.

Après une décennie d'intenses mobilisations dans lesquelles le mouvement populaire urbain récemment apparu s'est livré à d'innombrables invasions, manifestations et actions qualifiées de « combatives, radicalisées, antigouvernementales et antiparti » [12], une nouvelle étape se prépare. Aux alentours de l'année 1980 apparaît toute une vague d'organisations et de fronts régionaux, dont l'Union de colonies populaires de la vallée de México en 1979, « organisations de masse » qui confluent vers « des formes de coordination au niveau régional » [13].

Au cours de cette deuxième étape du mouvement urbain populaire se sont tenues plusieurs rencontres nationales d'où est sortie, en 1981, la Coordination nationale du mouvement urbain populaire (CONAMUP). En mai 1980, la Coordination regroupait plus de cent organisations à travers le pays, au premier rang desquelles la Coordination régionale de la vallée de México avec 40 membres. Elle a organisé des actions ambitieuses au niveau national en s'associant à des syndicats et des paysans, comme la Journée nationale contre le coût de la vie en septembre 1982, des tribunes et des actions politiques et culturelles, dont une grande manifestation de 60 000 personnes sur le Zócalo qui a commencé à « forger l'unité du mouvement de masses issu de la base » [14].

En mai 1983, la Quatrième Rencontre nationale a jeté les bases d'un vaste processus unitaire du mouvement populaire et des gauches, qui a appelé à la première Assemblée nationale populaire des ouvriers et paysans dans le but de lancer une journée nationale de lutte en juin 1983 et à une grève générale en octobre.

On trouvait au cœur du mouvement une culture politique qui visait à réaliser l'unité centralisée d'un large éventail d'organisations, c'est-à-dire à donner la priorité à la conformation d'une organisation structurée la plus solide possible, associée à ce que Moctezuma appelle « une culture alternative », qui s'exprimait par la diffusion de bulletins, brochures et livrets consacrés à la formation politique, de corridos et chansons populaires, de fresques murales et de « calaveras » [15] à des fins de critique politique, d'une radio dans la colonie Terre et liberté de Monterrey, de groupes musicaux de colons et de pièces de théâtre de rue inspirées de la lutte [16]. Des groupes de femmes se sont aussi créés dans les colonies et sur les fronts de lutte, tandis que les organisations de l'époque se souciaient de transformer les relations sociales entre leurs membres en recourant à la critique, à la lutte idéologique, aux travaux collectifs, aux cercles d'étude et aux fêtes.

J'aimerais souligner qu'au début des années 1980, avant même le séisme de 1985 et la formation de l'Assemblée de quartiers en 1987, les caractéristiques les plus importantes du mouvement urbain populaire telles qu'on les connaît aujourd'hui avaient déjà pris forme. On peut les observer à travers l'une des principales organisations de l'époque, l'Union des colons, locataires et demandeurs de logement – Liberté (UCISV-L), liée à l'Union populaire révolutionnaire Emiliano Zapata (UPREZ). Cette organisation, née en février 1987, a entretenu des liens avec l'Organisation de la gauche révolutionnaire – Ligne des masses (OIR-LM en espagnol), l'un des courants les plus influents au sein du mouvement populaire urbain et de la CONAMUP. Plusieurs organisations de colonies et de voisins ont rejoint l'UPREZ, en plus de l'UCISV-L, créée en 1984, à l'origine du projet de construction de logements « Cananea » [17].

L'UCISV-L, créée entre août 1983 et mars 1884, est l'une des quatre organisations qui se sont installées sur le terrain El Molino, où elle a réussi à réunir entre 3 000 et 5 000 demandeurs de logement. Sa

structure organisationnelle se composait de brigades de 25 familles chacune ; plusieurs brigades formaient un groupe à la tête duquel elles élisaient un coordinateur [18]. Dans la première phase, elle organisait des assemblées hebdomadaires, des meetings et des occupations de bâtiments publics, avec la participation active de dirigeants, dont beaucoup étaient professeurs d'université ou cadres de l'OIR-LM.

Les brigades ont pris part à la construction des logements, pour un total de 1 086 unités, sur la base d'un plan directeur à la conception duquel ont participé l'organisation elle-même et un cabinet conseil retenu par voie d'un appel d'offres. L'aspect très complèt du projet ne manque pas d'impressionner : il prévoyait la construction, dans un pâté de maisons sur quatre, d'un espace communautaire ou d'une place « qui facilite la communication et la convivialité entre voisins » ; selon les plans, « la cuisine se trouve sur le devant de la maison pour que, de sa fenêtre, la mère de famille puisse voir les enfants qui jouent dehors » ; et les cours à l'arrière des habitations « communiquent entre elles pour favoriser la convivialité » [19]. Les habitants ont participé directement à la conception et la planification de l'établissement et à l'administration du processus de construction ; ils ont mis sur pied des entreprises populaires pour créer des emplois et une « école du peuple » pour assurer la formation.

L'UCISV-L a conçu un projet urbain alternatif et complet. Ses éléments les plus remarquables sont les suivants : en matière d'environnement, un atelier de recyclage du plastique et la construction d'un système de drainage alternatif ; dans le domaine de l'éducation, un jardin d'enfants, une école primaire pour les enfants, une école primaire et secondaire pour les adultes, une bibliothèque et des cours d'alphabétisation ; un important programme d'activités culturelles pour renforcer la convivialité et les traditions communautaires ; un cabinet médical et un centre de médecine alternative ; des microentreprises comme une fabrique de briques pour la construction de logements dans la colonie et un atelier de confection de vêtements ; un magasin en coopérative et un marché ; des terrains de football et de basketball [20].

À la fin des années 1990, l'UCISV-L commence à s'affaiblir. Le mouvement s'amorce en fait dix ans plus tôt lorsque se produit une rupture au sein du PRI et que se crée le Front démocratique national (FDN) conduit par Cuauhtémoc Cárdenas, où convergent les partis de gauche (PRT, PMS, PST et PPS [21]), les dissidents du PRI et des indépendants qui s'unissent pour participer aux élections de 1988. La réflexion de Barragán sur la décision que devait prendre la CONAMUP en vue des élections s'avère pertinente et on la retrouve, avec peu de variations, chaque fois que l'on en vient à discuter de la question électorale :

> « La participation aux élections fédérales de 1988 a représenté un vrai dilemme interne pour le mouvement déjà usé par une longue lutte, de plus de dix ans dans certains cas, et qui n'obtenait pas encore de succès clairs, de sorte que l'on s'est demandé si le moyen d'atteindre les objectifs fixés ne résidait pas dans les partis politiques membres du FDN [22]. »

Cela a été, et demeure, un point clé. Un lien étroit s'est établi entre le mouvement urbain et les partis, en particulier depuis 1989, date de formation du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), et 1990, année de naissance du Parti du travail (PT), lorsque « nous nous sommes retrouvés avec un mouvement qui, à partir de ce moment, lutterait au côté des partis politiques » [23]. Pour l'autrice, avec l'adhésion aux partis et aux élections, « l'idée et la pratique du pouvoir populaire sont en train de disparaître », tout comme la participation aux assemblées et réunions, et l'invasion de terrains, remplacées par des pressions pour les droits politiques et la citoyenneté. Cependant, dans la pratique, « on était dans l'attente d'obtenir un logement grâce aux négociations du leader avec les institutions par le biais d'un parti politique » [24]. En conséquence, la hiérarchisation refait surface, les espaces ouverts à la base se ferment, et les dirigeants s'autonomisent vis-à-vis des bases.

En résumé, la culture politique de subordination au PRI est revenue sous la forme d'une subordination au PRD et au PT ; les sigles ont changé mais le fond est resté (presque) le même. La subalternité se réinstalle. Il convient toutefois de regarder les choses plus dans le détail. D'un côté, l'inclusion de

l'organisation à des projets électoraux « a eu un effet majeur sur elle » car « la transformation de la plus grande partie de ses leaders en fonctionnaires ou en représentants du peuple l'a privée de direction » [25].

De l'autre, cette intégration institutionnelle s'est produite d'une manière très particulière car au sein de l'USCIV-L existaient divers courants du PRD qui s'opposaient entre eux, de sorte que chacun « souhaite maintenir des liens personnels avec tel ou tel représentant du peuple ou fonctionnaire et espère obtenir des moyens pour son groupe indépendamment des autres » [26]. De cette façon, l'organisation se fragmente, les intérêts particuliers et immédiats l'emportent sur les intérêts collectifs et de long terme. La communauté se désintègre, comme l'expriment les différents témoignages. Ramírez souligne l'effet désagrégeant de la participation à des processus électoraux et les liens quasi organiques qui existent avec les partis.

Mais le plus grave n'est pas seulement la disparition d'une organisation qui s'est construite au fil de longs processus de lutte et de résistance associée au triomphe d'une culture politique de corruption et d'individualisme, mais surtout l'irréversibilité de ces situations. L'impression qui se dégage de toutes les analyses est que, arrivé à un certain point, on ne peut plus faire machine arrière. Du moins à l'échelle collective.

En 1989, dans les mêmes circonstances que celles où la plus grande partie du mouvement urbain s'intègre aux institutions, surgit le Front populaire Francisco Villa (FPFV), comme corollaire d'un long processus d'invasions, d'expulsions violentes et de débats intenses dans l'Ajusco, la zone la plus élevée située au sud de la ville. Il naît à l'université à partir du Front étudiant révolutionnaire et populaire, et de militants qui travaillent à la Coopérative Allepetlalli, à El Molino (une occupation de terrain de 1985), où ont convergé différentes expériences, impliquant des étudiants en anthropologie et en sciences politiques de l'UNAM, des dirigeants et des membres de coopératives de logements du DF, des colons des établissements illégaux et des colonies populaires que avaient participé à la CONAMUP, issus de diverses traditions de la gauche [27].

En quelques années, l'organisation connaît une croissance remarquable et devient la plus importante de la capitale. Lors de son premier Congrès, en 1996, elle se définit comme « une grande organisation de masse » centrée sur le travail territorial autour du logement mais également pour « l'organisation de la production et de la consommation sur le territoire » [28]. Elle défendait une « morale prolétaire » fondée sur des principes comme le collectivisme et l'entraide entre camarades, la discipline au travail et dans les études, et « l'indépendance idéologique, politique et organique à l'égard de l'État et de ses partis ».

Elle comptait un nombre important de chauffeurs de taxi, qui s'est accru d'une manière exponentielle pour atteindre 10 000 membres (« les Panthères »), des commerçants du secteur informel et ambulants, et des vendeurs de marchés en plein air [29]. Au quatrième congrès qui s'est tenu en 1997, un débat a eu lieu sur l'alliance avec le PRD, qui présentait la candidature de Cárdenas au poste de chef de gouvernement du District fédéral lors de la première élection populaire organisée pour ce poste dans l'histoire du Mexique. La majorité décide d'abandonner sa traditionnelle position abstentionniste pour constituer « une alliance politique stratégique conjoncturelle » avec le PRD [30]. Le secteur restant prend ses distances et adopte le nom de Front populaire Francisco Villa indépendant (FPFVI).

II.- La lente construction d'une nouvelle culture politique

La campagne électorale de 1997 rejoue le scénario qui a précédé les élections de 1988 : tout ce que le mouvement populaire a accumulé en plusieurs décennies de dur travail à la base est dilapidé au nom d'un slogan électoral ou d'un candidat. Il me semble que le mouvement se trouve devant un important défi qu'il ne pourra pas relever tant qu'une nouvelle culture politique n'aura pas remplacé la culture institutionnelle hégémonique. Bien que ce ne soit pas le sujet de ce texte, il serait bon d'évaluer l'attitude de l'EZLN pendant la campagne électorale d'Andrés Manuel López Obrador en 2006, jugée « intransigeante » par de nombreux militants de base, à la lumière de ces deux expériences précédentes.

La scission au sein du FPFV provient de militants qui luttaient depuis des années et qui ont vu dans l'option électorale, comme l'exprime un document du Cinquième Congrès, « des possibilités de renforcer et amplifier la base sociale du FPFV à partir de la participation électorale […] sans perdre de vue les objectifs stratégiques, l'identité de l'organisation et la lutte pour la défense de causes populaires » [31].

La culture politique mexicaine, comme toutes, se révèle plus résistante au changement que ne l'avaient imaginé les militants qui étaient descendus dans la rue en 1968 et, parmi eux, ceux qui avaient survécu au massacre de Tlatelolco [32] et au découragement, et persistaient dans leur détermination à changer le monde.

> « Au Mexique, les secteurs populaires urbains ont toujours été bien organisés dans leurs communautés, et cette organisation a rempli deux fonctions importantes : d'une part, elle leur a permis d'exercer des pressions pour appuyer leurs revendications de rester sur les terrains qu'ils occupaient et d'obtenir l'implantation de services urbains ; d'autre part, elle a servi à canaliser très efficacement la participation politique subordonnée en garantissant que voix et soutien iraient au PRI. De fait, ces deux aspects ont fonctionné de façon complémentaire, et les caciques ont été les agents de ce processus [33]. »

Au Mexique, le principal défi à cette culture politique est incarné par l'EZLN et les 1 000 et quelques communautés zapatistes. À l'échelle urbaine, le FPFVI, avec la communauté d'Acapatzingo et ses 596 familles et les huit établissements et campements qui y participent [34], œuvrent à dépasser cette culture par la création de communautés autonomes en résistance dans les périphéries de l'une des plus grandes villes du monde. Héritiers de la tradition de lutte urbaine que l'on a décrite plus haut, ils se sont enrichis du rapprochement avec l'EZLN depuis leur soutien apporté à la Sixième Déclaration de la forêt de Lacandon (2005) et leur intégration à l'Autre Campagne (2006), mais aussi des relations tissées avec des organisations populaires d'autres pays [35].

Le terrain où est installée la communauté d'Acapatzingo, La Polvorilla, dans la commune d'Iztapalapa, à l'est de México, a été occupé en 1994, en plusieurs étapes après l'expulsion des « intermédiaires » qui s'enrichissaient sur le dos des occupants. Après en avoir fait l'acquisition en 1998, ils ont commencé à construire des logements en 2000 [36]. Le groupe s'est constitué peu à peu avec l'arrivée de familles venues d'autres projets comme El Molino ou d'occupations ayant échoué comme à Puente Blanco. Ils ont d'abord construit des habitats temporaires pour les familles sans logement, et les logements unifamiliaux définitifs (maisons de 120 mètres carrés sur deux niveaux et appartements de 64 mètres carrés) furent terminés, ils furent remis aux familles.

Les habitations des familles qui composent une brigade sont peintes dans des couleurs qui les distinguent des autres brigades et occupent un même espace. Les vieilles habitations temporaires sont conservées pour héberger d'autres membres du mouvement engagés dans d'autres processus d'occupation et de construction de nouvelles communautés. En ce sens, Acapatzingo constitue une grande école. À la mi-2013, la colonie possédait deux terrains en maraîchage, une radio communautaire destinée aux adolescents, des espaces pour les enfants, les personnes âgées et les jeunes comprenant une piste pour les patins à roulettes et les vélos, deux terrains de basket-ball et un théâtre à ciel ouvert. Les travaux ont commencé pour la construction du centre de santé et des écoles maternelle, primaire et secondaire. L'accès au terrain est contrôlé par la commission de surveillance, à laquelle participent toutes les familles par roulement ; les policiers ne sont pas autorisés à entrer, sauf dans des situations particulières avec l'accord de la communauté et sans armes.

La construction de la communauté a représenté un long processus dans lequel les aspects culturels et subjectifs ont joué un rôle plus important que les logements et l'espace physique. Ce dernier a été complètement transformé, il est devenu, d'un terrain vague à l'abandon, un magnifique quartier-communauté. Voici comment les habitants décrivent ce processus :

> Le groupe s'est constitué petit à petit, comme des gouttes de pluie se rassemblent pour former une rivière. Nous avons cheminé depuis lors, unis et solidaires dans la chaleur de la lutte. Nous avons affronté et vaincu nos peurs pour pouvoir faire face à la bureaucratie, à la négligence officielle, à l'État, nous avons alors construit nos armes, et la mobilisation s'est révélée fondamentale pour atteindre nos objectifs, en même temps que nous avons commencé à bâtir notre propre culture. Nous continuons à construire une culture communautaire, porteuse de vie et non de mort, et nous la consolidons lors des tours de garde et des journées de travail collectif, avec la radio et le projet culturel [37].

>> *Seconde partie publiée dans le numéro de mars.*

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3485.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : texte inédit en espagnol envoyé par l'auteur, 30 août 2017.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir notamment DIAL 3078 - « BOLIVIE - Cochabamba, de la guerre à la gestion de l'eau » et 3133 - « MEXIQUE - Tepito : histoires d'un *barrio* du centre ville de Mexico », voir aussi, pour une approche très approfondie des occupations de terrain au Chili : Mario Garcés, *Tomando su sitio : el movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*, Santiago, LOM, 2002, 450 p.

[2] Alan Gisbert, *La ciudad latinoamericana*, México, Siglo XXI, 1997, p. 104.

[3] Jorge Alonso, *Lucha urbana y acumulación de capital*, México, La Casa Chata, 1980, p. 44

[4] Alonso, *op. cit.*, p. 306.

[5] Juan Manuel Ramírez, *Impacto urbano de las de las organizaciones populares en México : 1980-2002*, Austin, Center for Study of Urbanization and Internal Migration in Developing Countries, 2003, p. 6.

[6] Manuel Castells, *La ciudad y las masas. Sociología de los movimientos sociales urbanos*, Madrid, Alianza, 1986, p. 277.

[7] *Id.*, p. 275.

[8] *Id.*, p. 275.

[9] *Id.*, p. 276.

[10] Ramírez, *op. cit.*, p. 6.

[11] Raúl Zibechi, « Acapatzingo. Toda lucha empieza contra nosotros mismos », document inédit, 2013.

[12] Ramírez, *op. cit.*, p. 7.

[13] Pedro Moctezuma, « El movimiento urbano popular mexicano », *Nueva Antroplogía*, vol. VI, n° 24, juin 1984, p. 72.

[14] *Id.*, p. 80.

[15] Les *calaveras* (têtes de mort) sont très présentes dans la culture mexicaine, notamment pour le Jour des morts, mais aussi dans des caricatures – note DIAL.

[16] *Id.*, p. 72.

[17] Lydia Barragán, « El movimiento urbano popular en la ciudad de México. La Unión Popular Revolucionaria Emiliano Zapata y su proyecto comunitario de producción y gestión social de hábitat », mémoire de *licenciatura* de sociologie, Faculté de sciences politiques et sociales, Université nationale autonome du Mexique, 2010, p. 95

[18] Ruth Sánchez, « El Movimiento Urbano Popular a través de la Historia Oral : del Frente Popular Francisco Villa », mémoire de *licenciatura* de sociologie, Faculté de sciences politiques et sociales, Université nationale autonome du Mexique, 2007, p. 29.

[19] *Id.*, p. 31.

[20] Marina Ariza et Juan Manuel Ramírez, « Urbanización, mercados de trabajo y escenarios sociales en el México finisecular », dans Alejandro Portes, Bryan Roberts et Alejandro Grimson [dir.], *Ciudades latinoamericanas*, Buenos Aires, Prometeo, 2005, p. 344-345).

[21] Parti révolutionnaire des travailleurs, Parti mexicain socialiste, Parti socialiste des travailleurs et Parti populaire socialiste.

[22] Barragán, *op. cit.*, p. 78.

[23] *Id.*, p. 79.

[24] *Id.*, p. 83.

[25] Ariza et Ramírez, *op. cit.*, p. 347.

[26] Ramírez, *op. cit.*, p. 37.

[27] Sánchez, *op. cit.*.

[28] Frente Popular Francisco Villa (FPFV), « Balance de la organización ante el Primer Congreso », 1996, miméo.

[29] Sánchez, *op. cit.*.

[30] *Ibid.*

[31] *Ibid.*

[32] Voir DIAL 3023 - « MEXIQUE - Mexico, 2 octobre 1968 : Nuit de Tlatelolco, mort du mouvement étudiant » et 3467 « MEXIQUE - Contre le pays aux pieds d'argile. De Paris à Tlatelolco » – note DIAL.

[33] Castells, *op. cit.*, p. 275.

[34] À la Coopérative Acapatzingo s'ajoute la Coopérative Francisco Villa à Cabeza de Juárez, également située à Iztapalapa. À Iztacalco, le FPFVI compte des établissements dans la colonie agricole Pantitlán : Doroteo Arango, Felipe Ángeles, Centauro del Norte et Tierra y Educación. À Tláhuac, le Front a organisé les trois campements plus récents. Voir : Enrique Pineda, « Acapatzingo : construyendo comunidad urbana », *Contrapunto*, n° 3, Centro de Formación Popular del Oeste, Montevideo, Universidad de la República, novembre 2013, p. 49-61.

[35] Waldo Lao et Anna Flavia, « "El Frente Popular Francisco Villa Independiente no es solo un proyecto de organización, es un proyecto de vida", entrevista a Enrique Reynoso », Rebelión, 6 janvier 2009, http://www.rebelion.org/noticia.php?id=78519 (consulté le 15 décembre 2013).

[36] Lao et Flavia, *art. cit.* ; Raúl Zibechi, Entretien avec Enrique Reynoso, décembre 2009.

[37] FPFVI-UNOPII, « Comunidad Acapatzingo, es tiempo de agradecer », décembre 2009.